

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 10 au 16 novembre 2025

Les 10 pays africains où les prix du carburant sont les plus élevés (tableau 1) et les moins élevés (tableau 2) en novembre 2025, en USD

Pays	Prix (USD/litre)	Rang mondial
Malawi	2,019	12 ^{ème}
République centrafricaine	1,853	23 ^{ème}
Sénégal	1,747	32 ^{ème}
Zimbabwe	1,570	46 ^{ème}
Burkina Faso	1,500	52 ^{ème}
Cameroun	1,482	53 ^{ème}
Seychelles	1,464	54 ^{ème}
Côte d'Ivoire	1,447	57 ^{ème}
Kenya	1,417	59 ^{ème}
Uganda	1,391	64 ^{ème}

Pays	Prix (USD/litre)	Rang mondial
Lybie	0,027	1 ^{er}
Angola	0,327	4 ^{ème}
Algérie	0,352	6 ^{ème}
Egypte	0,445	8 ^{ème}
Nigeria	0,608	13 ^{ème}
Soudan	0,700	20 ^{ème}
Ethiopie	0,798	27 ^{ème}
Tunisie	0,856	31 ^{ème}
Niger	0,881	34 ^{ème}
Liberia	0,890	35 ^{ème}

Source : Business Insider Africa, d'après des chiffres provenant de [GlobalPetrolPrices.com](https://www.globalpetrolprices.com)

Présentation du budget sud-africain pour l'exercice 2025/2026 (Trésor national sud-africain)

Le budget de mi-parcours (MTBPS) pour l'exercice 2025/26 a été présenté dans un contexte économique mitigé. Le PIB pour 2025 a été révisé à la baisse à 1,2 % (contre 1,4 % prévu dans le budget initial), reflétant les contraintes logistiques, l'incertitude politique et la faible confiance des consommateurs et des entreprises. Plusieurs facteurs positifs soutiennent toutefois l'économie : cinq baisses de taux directeur depuis septembre 2024, une inflation relativement maîtrisée, des termes de l'échange favorables et la sortie du pays de la liste grise du GAFI.

Le budget de mi-parcours a inclus plusieurs annonces fortes, notamment la réduction de la cible d'inflation à 3 % avec une marge de ± 1 point (contre une cible antérieure de 3% à 6%), le renforcement de la coordination avec la Banque centrale, et le respect d'une trajectoire de consolidation fiscale malgré la révision à la baisse du PIB 2025, soutenue par des recettes fiscales supérieures aux prévisions. Le gouvernement a en outre décidé de réduire les émissions hebdomadaires de bons du Trésor de 750 M ZAR et de mobiliser 31 Mds ZAR supplémentaires provenant des ressources du GFECRA.

L'investissement dans les infrastructures, en partenariat avec le secteur privé via des PPP, constitue un autre axe majeur présenté dans le budget de mi-parcours. Des échéances importantes sont prévues pour 2026 : cadre municipal des PPP, appels d'offres pour les corridors de Transnet, réforme des subventions municipales et création d'un régime de garanties (*Credit Guarantee Vehicle* - CGV) pour sécuriser les investissements privés dans les infrastructures critiques comme les lignes de transmission.

Au niveau macroéconomique, le gouvernement anticipe un taux directeur de 7 % en 2025, 6,75 % en 2026 et 6,25 % en 2027. Les recettes fiscales pour 2025/26 ont été revues à la hausse de 19,7 Mds ZAR, en raison du dynamisme des cours de l'or et du platine (contribution supplémentaire attendue à d'environ 35 Mds ZAR). Les dépenses nettes ont augmenté de 11 Mds ZAR, malgré une baisse du service de la dette (-4,8 Mds ZAR). Le déficit budgétaire principal devrait se réduire légèrement, passant de 361 à 352 Mds ZAR, soit 4,5 % du PIB (contre 4,6% dans le budget initial).

Dans l'ensemble, le budget de mi-parcours reflète un effort pour consolider les finances publiques, accélérer l'investissement en infrastructures et renforcer la participation du secteur privé, dans un contexte toujours marqué par une croissance mesurée.

Sommaire :

Afrique du Sud

- Le taux de chômage officiel recule à 31,9% au troisième trimestre 2025 (StatsSA)
- Les productions minière et manufacturière progressent légèrement malgré un contexte économique difficile (StatsSA)
- Un prêt de 16 Mds ZAR (925 M EUR) de la Banque Mondiale pour revitaliser les grandes villes sud-africaines
- L'Afrique du Sud va accueillir la première usine à grande échelle de dioxyde de titane en Afrique dans le cadre d'un accord de 75 M USD avec la BAFD
- Le Ministre des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement Dion George limogé par le président Ramaphosa

Angola

- Désinflation sans reprise : les limites du redressement angolais
- Le gouvernement angolais ouvre la deuxième phase de l'émission d'obligations de dette publique pour 300 millions USD
- Air France va transférer ses activités au nouvel aéroport à partir du 30 novembre
- Shell revient en Angola et prévoit d'investir dans l'exploration de 17 blocs pétroliers

Botswana

- Le président Duma Gideon Boko réaffirme la trajectoire du Botswana lors du discours sur l'état de la nation 2025 (RMB)
- Lesego Moseki nommé gouverneur de la Banque du Botswana à compter de février 2026

Namibie

- Le gouvernement namibien souhaite participer à l'acquisition de De Beers (Namibian Sun)
- L'inflation annuelle augmente légèrement à 3,6% en octobre (NSA)

Zambie

- La Banque centrale réduit son taux directeur à 14,25 % (Bank of Zambia)
- L'UE et la Zambie signent des accords d'une valeur de 200 M EUR pour accélérer le développement du corridor de Lobito (ZNBC)

Afrique du Sud

Le taux de chômage officiel recule à 31,9% au troisième trimestre (StatsSA)

D'après la dernière publication de StatsSA relative au marché du travail, 248 000 emplois ont été créés au troisième trimestre 2025, portant le nombre total de personnes employées à 17,1 millions, tandis que le nombre de chômeurs a diminué de 360 000, pour s'établir à 8,0 millions. L'augmentation de l'emploi a concerné six des dix principaux secteurs, les plus fortes hausses ayant été enregistrées dans la construction (+130 000 emplois, soit +10,3% par rapport au trimestre précédent), les services communautaires et sociaux (+116 000, +3,0%) et le commerce (+108 000, +3,0%). À l'inverse, des baisses d'emploi ont été observées dans le secteur manufacturier (-62 000, -3,7%), la finance (-54 000, -1,8%), les services publics (-30 000, -21,6%) et les transports (-3 000, -0,2%). Selon *Statistics South Africa*, le taux de chômage officiel du pays a reculé à 31,9% au troisième trimestre 2025, contre 33,2% au trimestre précédent. Pour rappel, la croissance sud-africaine a enregistré une légère accélération au deuxième trimestre (+0,8 % en glissement annuel), dans un contexte d'amélioration de l'approvisionnement en électricité et d'atténuation des goulets d'étranglement logistiques.

Les productions minière et manufacturière progressent légèrement malgré un contexte économique difficile (StatsSA)

Selon l'agence nationale des statistiques (StatsSA), la production minière a augmenté de 1,2 % en septembre par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse a été principalement portée par les platinoïdes (PGMs) (+3,8 %, soit une contribution positive de 1,1 point), l'or (+5,9 %, soit une contribution de +0,6 point) et le charbon

(+1,5 %, soit une contribution de +0,4 point). À l'inverse, les principaux contributeurs négatifs sont le minerai de manganèse (-7,0 %, soit une contribution de -0,5 point) et le minerai de fer (-2,2 %, soit une contribution de -0,3 point). En parallèle, la production manufacturière a augmenté de 0,3 % par rapport à la même période de l'année précédente, reflétant une croissance modeste dans un paysage industriel par ailleurs tendu. Les principales contributions positives proviennent du poste des « véhicules à moteur, pièces et accessoires » ainsi que des « autres équipements de transport » (+7,6 %, contribuant 0,5 point de pourcentage) et du poste « alimentation et boissons » (+1,8 %, contribuant également 0,5 point de pourcentage). Malgré cette amélioration globale, des indicateurs plus larges, tels que l'indice des directeurs d'achats (PMI) et les indices d'activité des entreprises, continuent de signaler un environnement opérationnel difficile à court terme, suggérant que la reprise dépendra d'une demande plus solide et d'un assouplissement des contraintes structurelles.

Un prêt de 16 Mds ZAR (925 M EUR) de la Banque Mondiale pour revitaliser les grandes villes sud-africaines (news24)

La Banque mondiale a approuvé un prêt de 16 Mds ZAR (environ 925 M EUR) pour financer le Metro Services Trading Program (MSTP), un programme de six ans destiné à renforcer la qualité et la résilience des services publics municipaux dans huit grandes métropoles sud-africaines.

Le MSTP vise à répondre à la crise des services publics municipaux — notamment la gestion des déchets, la distribution d'eau et d'électricité — et à renforcer la capacité des municipalités à faire face aux chocs climatiques. Il soutiendra également la préparation de partenariats public-privé dans la fourniture de services urbains, de

même que la mise en place de réformes au niveau de la gouvernance et des processus décisionnels. L'objectif est de concrétiser des projets d'investissements massifs dans la construction, mais aussi la maintenance, des infrastructures urbaines, dont une grande partie sont dans un état de déliquescence avancé.

Le programme couvre les 8 métropoles situées à Johannesburg, Cape Town, Durban, Pretoria, Germiston, East London, Bloemfontein et Gqeberha, qui concentrent 85 % de la production économique nationale et plus d'un tiers de la population du pays.

Ce financement, accordé par la branche *International Bank for Reconstruction and Development* (IBRD), permettra au Trésor sud-africain d'allouer des ressources supplémentaires aux villes atteignant leurs objectifs de performance opérationnelle et financière. Il s'agit de la première opération de type *program-for-results* de la Banque mondiale en Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud va accueillir la première usine à grande échelle de dioxyde de titane en Afrique dans le cadre d'un accord de 75 M USD avec la BAfD (*Africa Sustainability Matters*)

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé un financement de 75 M USD en faveur de la société sud-africaine Nyanza Light Metals pour la construction de la première usine africaine de production à grande échelle de dioxyde de titane (TiO₂) à Richards Bay (KwaZulu-Natal).

L'investissement s'inscrit dans un partenariat de co-financement incluant : Africa Finance Corporation (AFC), Afreximbank, et le fonds Africa Growing Together Fund (AGTF), doté par la People's Bank of China (banque centrale). L'usine, implantée dans la zone de développement industriel de Richards Bay (RBIDZ), aura une

capacité annuelle de 80 000 tonnes et devrait être opérationnelle d'ici 2030.

Le projet vise à valoriser localement les minerais de titane abondants au Mozambique, actuellement exportés à l'état brut, afin de réduire la dépendance du pays aux importations de pigment (environ 400 M USD/an) et de stimuler l'industrialisation locale.

L'investissement devrait générer 850 emplois directs et 2 400 emplois temporaires pendant la construction, avec des objectifs d'inclusion sociale (45 % de femmes, 30 % de jeunes). Le projet intègre également des technologies à faible empreinte carbone, en ligne avec les priorités « High 5 » de la BAD (« Industrialiser l'Afrique », « Construire une infrastructure résiliente au climat »).

Le marché mondial d'oxyde de titane, évalué à 20 Mds USD, reste dominé par la Chine et l'Europe, tandis que l'Afrique, qui détient environ 30 % des réserves mondiales de minerais, ne représente qu'une part marginale de la production d'oxyde (1%). Ce projet illustre ainsi l'accroissement de la valeur ajoutée locale dans la chaîne de valeur minière.

Le Ministre des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement Dion George limogé par le président Ramaphosa (*TimesLIVE*)

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé, le 12 novembre 2025, le départ le ministre de la Forêt, des Pêches et de l'Environnement, Dion George. Il sera remplacé par le porte-parole national du *Democratic Alliance* (DA), Willem Aucamp. En parallèle, le président a nommé Alexandra Abrahams comme nouvelle Vice-ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence (DTIC), succédant à Andrew Whitfield (DA) limogé en juin pour non-respect des protocoles ministériels.

Ces nominations ramènent au nombre de 12 le contingent de la DA au sein du gouvernement, équivalant à sa représentation initiale lors de la formation du gouvernement d'union nationale (GNU). Cette décision s'inscrit dans un contexte de tensions internes au sein de la DA : son chef John Steenhuisen avait formellement demandé la réaffectation de George comme vice-Ministre du DTIC, évoquant des « performances insuffisantes » et un manque de lien avec les parties prenantes clés.

Selon le gouvernement, le limogeage de Dion George répond à ces difficultés, notamment après des manquements reprochés dans sa gestion du portefeuille et sa capacité à générer des résultats visibles. Ce changement dans la configuration ministérielle intervient à un moment crucial où l'Afrique du Sud cherche à renforcer ses engagements en matière de développement durable et de lutte contre le changement climatique, alors que le pays participe en ce moment au sommet climatique COP 30 qui se tient actuellement à Bélem, au Brésil.

Angola

Désinflation sans reprise : les limites du redressement angolais

En octobre 2025, l'inflation en glissement annuel a ralenti à 17,4 %, après 18,2 % en septembre. Cette baisse, bien que modeste, confirme la tendance désinflationniste amorcée depuis le troisième trimestre 2024, dans un contexte de resserrement monétaire et d'efforts accrus de stabilisation du taux de change. En glissement mensuel, les prix à la consommation ont progressé de 0,9 %, un rythme toujours soutenu qui montre que la dynamique inflationniste reste loin d'être maîtrisée.

Le ralentissement observé est principalement imputable à la modération des prix alimentaires et à une certaine accalmie sur les produits énergétiques et de transport, secteurs particulièrement sensibles aux fluctuations du kwanza. L'amélioration de l'approvisionnement intérieur, facilitée par une meilleure disponibilité des biens importés et une stabilité du marché des changes, a également contribué à atténuer les tensions sur les prix. Cependant, les hausses demeurent fortes dans les services, la santé et l'éducation, traduisant des pressions de coûts structurelles, liées notamment à la hausse des loyers urbains et aux salaires publics.

Sur le plan macroéconomique, cette évolution constitue un signal encourageant mais encore fragile. Le ralentissement de l'inflation traduit l'effet différé du resserrement monétaire opéré par la Banque nationale d'Angola (BNA) depuis début 2024, conjugué à une politique budgétaire plus prudente. Toutefois, l'efficacité de cette stratégie reste limitée par plusieurs facteurs : la forte dépendance aux importations, la dollarisation partielle de l'économie, et la vulnérabilité du kwanza face à toute baisse du prix du pétrole. Dans un contexte de faible croissance et de contraintes budgétaires accrues, l'arbitrage entre lutte contre l'inflation et soutien à l'activité demeure délicat.

Au plan social, la hausse des prix continue d'éroder le pouvoir d'achat des ménages, notamment les plus modestes, dont les revenus nominaux stagnent. L'écart entre la désinflation statistique et le ressenti des prix reste important, en particulier dans les grandes villes où les produits alimentaires et les loyers absorbent une part croissante du budget des familles.

Les chiffres d'octobre traduisent ainsi d'abord une amélioration conjoncturelle, et de nombreux risques subsistent : une nouvelle dépréciation du kwanza, la remontée des prix mondiaux de l'énergie, ou encore les tensions budgétaires à l'approche du cycle électoral (2027).

Le gouvernement angolais ouvre la deuxième phase de l'émission d'obligations de dette publique pour 300 millions USD (AMAN)

Le gouvernement angolais, à travers le ministère des Finances (MINFIN), a annoncé l'ouverture de la deuxième phase de l'émission de titres de dette publique, pour un montant pouvant atteindre 300 millions de dollars américains, dans le cadre de la vente d'obligations du Trésor multidevises (OT-ME), qui prévoit un règlement en kwanzas ou en dollars. Selon une note du MINFIN, cette opération s'inscrit dans la stratégie de mobilisation de ressources destinée à financer le budget général de l'État pour 2025, et à assurer la poursuite des objectifs économiques et sociaux prioritaires fixés dans la loi de finances.

Air France va transférer ses activités au nouvel aéroport à partir du 30 novembre (Correio da Kianda)

Air France a annoncé qu'elle transférerait tous ses vols à l'aéroport international Dr. António Agostinho Neto (IATA : NBJ) à partir du 30 novembre.

Ce nouvel aéroport est situé dans la nouvelle province d'Icolo e Bengo, à environ 42 kilomètres du centre de Luanda, et dispose d'une infrastructure de pointe, conçue selon les normes internationales les plus élevées.

Air France opère actuellement quatre vols hebdomadaires entre Paris-Charles de Gaulle (CDG) et Luanda, reliant l'Angola à son vaste réseau mondial et offrant des correspondances pratiques vers plus de 200 destinations dans le monde. Le nombre de vols hebdomadaires passera toutefois à 3 au 20 novembre.

A noter que, en dehors de la compagnie nationale TAAG et d'Emirates qui opèrent déjà sur le nouvel aéroport, TAP et Lufthansa ont également annoncé le prochain transfert de toutes leurs opérations vers cet aéroport.

Shell revient en Angola et prévoit d'investir dans l'exploration de 17 blocs pétroliers

Shell a officialisé son retour en Angola en novembre 2025, après plus de vingt ans d'absence, en signant un accord d'exclusivité avec l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG).

L'entreprise s'engage à participer à l'exploration et au développement de 17 blocs, dont les blocs 19, 34 et 35, ainsi que 14 blocs supplémentaires en eaux ultra-profondes.

L'accord accorde à Shell un droit de négociation prioritaire en vue de la signature éventuelle de contrats de partage de production. Aucun calendrier opérationnel ni montant d'investissement finalisé n'ont encore été communiqués, bien que la presse évoque un engagement d'environ 1 Md USD dans un premier temps.

Botswana

Le président Duma Gideon Boko réaffirme la trajectoire du Botswana lors du discours sur l'état de la nation 2025 (RMB)

Lundi, le président, Duma Boko, a prononcé le discours sur l'état de la Nation placé sous le thème « *La voie stable : tenir notre promesse, pas à pas* », au cours duquel il a présenté la feuille de route du Botswana pour une croissance inclusive et une transformation durable. Au cœur de son allocution figurait le Programme de transformation économique du Botswana, dont l'objectif est d'atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2036 grâce à la diversification des exportations, à une croissance tirée par le secteur privé et à la création d'emplois.

Parmi les priorités clés, le président a cité le renforcement de la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB), la diversification du secteur minier au-delà

des diamants, l'accélération de la production d'énergie renouvelable et la modernisation des infrastructures.

Les réformes sociales proposées comprennent la mise en place d'une couverture santé universelle, des allocations pour enfants, ainsi que la modernisation du système éducatif, visant un renforcement de l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie, des arts et des mathématiques (STEAM), ainsi que de l'enseignement et la formation techniques et professionnels.

La numérisation, les réformes de gouvernance, les mesures de lutte contre la corruption, ainsi que les initiatives en matière de durabilité environnementale et les programmes de logement ont également été mis en avant. Enfin, le discours a réaffirmé l'engagement du Botswana envers la démocratie, la sécurité et les partenariats internationaux, positionnant le pays sur la voie de la résilience et de la prospérité, conformément à la Vision 2036.

Lesego Moseki nommé gouverneur de la Banque du Botswana à compter de février 2026 (Africa Press)

Le président Duma Boko a nommé Lesego Moseki gouverneur de la Banque du Botswana, à compter du 11 février 2026, selon un communiqué de la présidence. M. Moseki, actuellement vice-gouverneur, succédera à Cornelius Dekop. Cette décision fait suite à une volonté de départ formulée par M. Dekop.

Namibie

Le gouvernement namibien souhaite participer à l'acquisition de De Beers (Namibian Sun)

Le gouvernement namibien a donné son accord de principe pour que le pays participe à l'acquisition d'une participation dans De Beers Group, en collaboration avec

les gouvernements du Botswana et de l'Angola. Le groupe britannico-sud-africain Anglo American met en vente sa participation de 85 % dans De Beers, estimée à environ 84 Mds NAD (4,9 Mds USD). La Namibie envisagerait d'acquérir entre 10 % et 15 % de De Beers, ce qui représenterait un investissement de l'ordre de 9,8 Mds (580 M USD) à 14,8 Mds NAD (870 M USD).

Alors que les cours mondiaux du diamant s'effondrent, face notamment à la concurrence des diamants synthétiques, un tel investissement serait un vrai pari. Les Etats d'Afrique australe visent sur leur capacité à soutenir une demande à long terme pour les diamants naturels en valorisant la rareté des pierres.

L'inflation annuelle augmente légèrement à 3,6 % en octobre (NSA)

Selon l'agence nationale des statistiques namibienne (*Namibia Statistics Agency*), les prix à la consommation ont progressé de 3,6 % en octobre sur un an, contre 3,5 % en septembre. L'inflation, qui reste modérée, est principalement tirée par la hausse des prix dans les secteurs du logement et des transports. Les principaux contributeurs à cette hausse sont les postes « logement, eau, électricité et carburants » (+4,1 %, soit une contribution positive de 1,0 point), « alimentation » (+4,6 %, soit une contribution de +0,9 point) et « boissons alcoolisées et tabac » (+4,6 %, soit une contribution de +0,6 point). Ces résultats indiquent une tendance inflationniste soutenue pour le reste de l'année 2025 (taux attendu de 4,0 % en fin d'année), principalement sous l'effet de la hausse continue des coûts liés au logement. À l'inverse, certains secteurs devraient afficher des pressions moins fortes sur les prix, notamment grâce aux bonnes perspectives de pluviométrie qui devraient limiter l'inflation alimentaire.

Zambie

La Banque centrale maintient son taux directeur à 14,5 % pour contenir l'inflation (La Banque centrale réduit son taux directeur à 14,25 % (*Bank of Zambia*))

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale (*Bank of Zambia*) a réduit son taux directeur de 25 points de base, le portant à 14,25 % lors de sa réunion de novembre, invoquant une baisse continue de l'inflation, soutenue par un kwacha plus fort et la baisse des prix du maïs. L'inflation a en effet reculé à 11,9 % en glissement annuel en octobre 2025 (contre 16,8% en février 2025), restant toutefois supérieure à la fourchette cible de 6 à 8 % fixée par la banque centrale. L'institution a légèrement révisé à la hausse sa prévision moyenne d'inflation pour 2025, désormais attendue à 13,8 % sur un an (+0,5 point), en raison d'un ralentissement de la baisse des prix alimentaires. À moyen terme, les prévisions (7,6 % en 2026 et 6,6 % en 2027) montrent une convergence progressive de l'inflation vers la cible, soutenue par des conditions météorologiques favorables, les recettes plus élevées du cuivre et des prix du pétrole modérés.

L'UE et la Zambie signent des accords d'une valeur de 200 M EUR pour accélérer le développement du corridor de Lobito (ZNBC)

Lors du forum d'affaires UE-Zambie (12 au 14 novembre 2025), l'Union européenne et la Zambie ont signé dix accords de

financement totalisant 200 M EUR, destinés à soutenir la stratégie de développement du corridor de Lobito, en présence du président Hakainde Hichilema, dans le cadre de l'initiative Global Gateway.

Ces accords couvrent plusieurs secteurs clés. Dans le domaine du transport ferroviaire, Zambia Railways bénéficiera d'une modernisation avec une contribution de 1,3 Mds ZMW (près de 50 M EUR) visant à améliorer l'efficacité et la sécurité du fret. Dans les secteurs de l'eau et de l'énergie, plus d'1 Md ZMW (près de 38 M EUR) seront investis pour renforcer l'approvisionnement en eau grâce à des systèmes de pompage alimentés par l'énergie solaire, et améliorer l'efficacité énergétique à Solwezi, Ndola et Chingola. L'agriculture bénéficie d'un soutien de 36 M EUR pour faciliter l'accès aux marchés des petits producteurs et promouvoir une agriculture durable et résiliente. Dans le domaine des énergies renouvelables, la création de la centrale solaire de 32 MW d'Illute, dans la province de l'Ouest, est prévue. Sur le plan du financement, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Zambia Industrial Commercial Bank renforceront l'accès au crédit pour les PME agroalimentaires et les petits exploitants. Le secteur minier fera l'objet d'une coopération tripartite entre l'UE, la Zambie et la Finlande. Enfin, l'éducation et la gouvernance seront soutenues à travers des réformes éducatives, la promotion des droits humains dans les matières premières, la transition verte et la formation dans l'artisanat minier.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr